

**Le conflit par les mots : analyse du discours des médias.
Le traitement médiatique des événements d'avril 2002**

En avril 2002, Hugo Chávez est éloigné du pouvoir pendant environ quarante-huit heures et remplacé par un président provisoire, Pedro Carmona Estanga, qui dissout l'ensemble des pouvoirs publics. Malgré sa brièveté, cet épisode a marqué l'histoire du Venezuela et témoigne de façon paroxystique des antagonismes sociaux et politiques que connaît ce pays. Dans le cadre de ce séminaire consacré aux différentes approches disciplinaires sur le terrain vénézuélien, je présenterai l'approche théorique et méthodologique ainsi que les principaux résultats de mon travail de doctorat, qui vise à analyser la construction discursive de ces événements dans trois quotidiens nationaux : *El Nacional*, *El Universal*, et *Últimas Noticias*.

Un certain nombre de zones d'ombre persistent quant aux circonstances précises dans lesquelles ils se sont déroulés, et leur interprétation, aujourd'hui encore, ne fait pas consensus. A travers la perspective adoptée dans cette recherche, celle de l'analyse du discours, j'ai tenté d'apporter sur ces événements un éclairage nouveau, en proposant une approche distincte et complémentaire de celle que peuvent en offrir des disciplines telles que l'histoire ou les sciences politiques.

Je reviendrai notamment dans cette présentation sur la question de la désignation de l'événement et des enjeux politiques qui lui sont associés. J'évoquerai ainsi la difficulté à catégoriser, et donc à nommer l'événement lors de son surgissement. Je me pencherai également sur l'emploi de deux désignations qui orientent l'événement vers deux « descriptions » opposées : *renuncia* (démission) et *golpe de Estado* (coup d'Etat). La première, qui suppose que la chute d'Hugo Chávez est une démission ou un renoncement au pouvoir, permet de légitimer l'instauration d'un gouvernement de transition. La seconde est marquée négativement dans la mémoire collective et implique d'emblée une condamnation des faits. Nommer un événement ce n'est donc pas seulement le décrire, c'est aussi « un mode d'intervention dans le débat public, un engagement » (Krieg Alice 2000 : 66), puisque la nomination de l'événement, en tant que qualification des faits, peut avoir des conséquences dans les domaines juridiques et diplomatiques.

Je montrerai par ailleurs, de façon plus générale, que le discours des journaux face à cet événement se caractérise par une certaine indétermination, par un usage abondant de l'implicite et du non-dit et par une tendance à l'effacement des journalistes derrière des faits qui semblent s'imposer à eux comme une évidence.